

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/12129
7 juillet 1976
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 7 JUILLET 1976, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE
SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA REPUBLIQUE ARABE LIBYENNE
AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Comme suite à la lettre qui vous a été adressée le 4 juillet 1976 par le représentant permanent de la République démocratique du Soudan et qui a été publiée le 5 juillet 1976 comme document du Conseil de sécurité (S/12122), lettre dans laquelle le Gouvernement de la République démocratique du Soudan prétendait que la République arabe libyenne avait participé aux événements tragiques qui se sont déroulés le 2 juillet 1976 dans la capitale soudanaise, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de déclarer ce qui suit :

La République arabe libyenne est parfaitement consciente de ses devoirs et obligations. Les principes qui règlent sa conduite ne lui permettent pas de s'ingérer dans les affaires intérieures d'un pays avec lequel elle entretient des relations fraternelles ou amicales. Ces mêmes principes ne lui permettent pas de participer à une tentative de coup d'Etat dans un autre pays, quel qu'il soit. Comme on le sait, la République arabe libyenne borne sa participation et son soutien aux mouvements de libération, qu'elle aide dans leur lutte contre l'impérialisme, l'exploitation et la domination étrangère. Cette politique n'est pas incompatible avec la Charte des Nations Unies et elle est parfaitement conforme aux principes proclamés par l'Organisation.

La République arabe libyenne n'a ni le désir ni le dessein de renverser le Gouvernement Numairi. En fait, le Gouvernement libyen a adopté en 1971 la position que l'on sait, position qui a joué un rôle décisif en permettant de consolider le Gouvernement du président Numairi et d'empêcher sa chute.

Notre souci réel dans cette affaire est le bien-être d'un peuple frère, le peuple soudanais. C'est pourquoi la République arabe libyenne a conclu et ratifié avec le Gouvernement soudanais plusieurs accords de coopération portant sur l'agriculture, la marine et les transports. Ces accords sont actuellement en vigueur.

L'aide-mémoire joint à la plainte du Gouvernement de la République démocratique du Soudan soulève nombre de questions importantes. On y prétend qu'aucun Soudanais en service actif n'a pris part à cet acte. Cette affirmation est en contradiction flagrante avec les informations données par la radiodiffusion soudanaise qui a parlé,

en citant des exemples précis, des nombreux appuis dont a bénéficié ce coup d'Etat au Soudan. Moins de 48 heures après le coup d'Etat, les pertes matérielles étaient estimées, à en croire l'aide-mémoire, à "300 millions de dollars au moins". Le Gouvernement libyen doute que les autorités soudanaises aient pu, en si peu de temps, déterminer l'étendue des dommages matériels alors qu'elles n'ont pu estimer les pertes en vies humaines. Il est à peu près impossible d'évaluer en deux jours pareils dommages matériels. Il est évident qu'il s'agit là d'une invention de toutes pièces.

Prétendre, comme le fait l'aide-mémoire, que la République arabe libyenne a fourni des armes, des munitions et des véhicules et a assuré l'entraînement de "mercenaires", c'est méconnaître des facteurs géographiques importants, à savoir les vastes zones désertiques situées de part et d'autre de la frontière des deux pays et qui sont un obstacle majeur à toute tentative de ce genre. Il y a un millier de miles (1 600 km) de désert de Khartoum jusqu'à la frontière entre la Libye et le Soudan et plus de 1 000 miles entre la frontière et l'agglomération la plus proche en République arabe libyenne. Cette étendue désertique, durant la saison chaude surtout, empêche absolument toute avancée dans le territoire à l'insu des autorités soudanaises. Ces facteurs cruciaux que sont la situation géographique et la saison montrent bien que les allégations du Gouvernement soudanais ne sont que pure invention.

L'ambiguïté de ces déclarations et de ces accusations dénuées de tout fondement, confirme que les événements qui se sont déroulés en République démocratique du Soudan étaient un soulèvement intérieur qui n'était le fait que de la population soudanaise. Ce n'est pas la première fois que la population manifeste ses sentiments à l'égard du régime du président Numairi.

La République arabe libyenne est tout à fait consciente des difficultés que rencontrent certains régimes dans notre région. Elle n'est pas disposée, toutefois, à servir de bouc-émissaire chaque fois que ces régimes connaissent des problèmes intérieurs graves.

Le Gouvernement de la République démocratique du Soudan, ignorant deux organisations régionales qui, sans aucun doute, sont toutes deux en mesure de connaître de toute plainte déposée par l'un de leurs membres, s'est adressée directement au Conseil de sécurité. Cette attitude, jointe aux accusations en l'air que ne vient étayer aucune preuve suffisante, nous amène à douter du bien-fondé de cette plainte et des mobiles qui ont poussé le Gouvernement soudanais à la déposer. Certaines forces néfastes ne manqueront pas d'exploiter cette plainte pour détourner l'attention des questions fondamentales concernant l'Afrique et la nation arabe et empêcher la révolution progressiste libyenne d'appuyer le combat légitime que mènent nos peuples pour la libération, le progrès et l'unité.

La République arabe libyenne rejette en bloc les allégations sans fondement du Gouvernement soudanais. Le Gouvernement libyen est persuadé que le Soudan

n'a porté cette affaire devant le Conseil de sécurité qu'à des fins de propagande, qui finiront par provoquer une aggravation des relations entre les deux pays frères. En outre, cette affaire compromettra les efforts que l'Organisation de l'unité africaine et la Ligue arabe ont entrepris ou envisagent d'entreprendre.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la
République arabe libyenne auprès
de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Mansur R. KIKHIA

